

Chambre des Représentants.

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1878.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS D'AOUT.

FEUILLETON AU 14 AOUT 1878.

I. — PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 9361. | Par pétition sans date,
Le sieur Martens se plaint que la compagnie du chemin de fer d'Anvers à Gladbach n'établit pas un chemin lui donnant accès à la partie de sa propriété qui est traversée par cette ligne.
DÉCISION : <i>Ordre du jour.</i> |
| 2. | 9364. | Par pétition sans date,
Le sieur Vanpotelsberghe se plaint que plusieurs employés de la douane, à Menin, ne savent pas un mot de flamand.
DÉCISION : <i>Ordre du jour.</i> |
| 3. | 9371. | Par pétition datée de Binche, le 25 juin 1878,
Le sieur de Kerf réclame l'intervention de la Chambre pour être réintégré dans ses fonctions de commissaire de police de la ville de Binche.
DÉCISION : <i>Ordre du jour.</i> |
| 4. | 9373. | Par pétition datée de Liège, le 27 mai 1878,
Le sieur Scholtz demande qu'on applique l'article 561 |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

du Code pénal aux tireurs aux pigeons et à ceux qui se livrèrent aux combats de coqs.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

5. 9374. Par pétition datée de Tavigny, le 21 juillet 1878,
Le sieur Collard demande qu'il soit interdit au sieur André, instituteur primaire à Buret, de cumuler ses fonctions avec celles de secrétaire communal de Tavigny.
DÉCISION : *Ordre du jour.*
6. 9378. Par pétition datée de Burdinne, le 23 juillet 1878,
Les membres du conseil communal de Burdinne demandent qu'une brigade de gendarmerie soit établie dans cette commune.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*
7. 9396. Par pétition datée d'Oisquereq, le 26 juillet 1878,
Les membres du conseil communal d'Oisquereq réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir du Gouvernement un changement de tracé du chemin de fer de Tubize à Écaussines.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*
8. 9397. Par pétition datée de Nalinnes, le 2 août 1878,
Le conseil communal de Nalinnes demande que la ligne du chemin de fer de Frameries-Chimay soit prolongée de Berzée à Couillet ou Charleroi, et passe par Nalinnes.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.*
9. 9398. Par pétition datée de Romeréc, le 3 août 1878,
Le sieur Rasquin demande l'abolition des patentes de commis employés pour les sociétés, chez les commerçants, banquiers, notaires, etc.
DÉCISION : *Ordre du jour.*
10. 9381. Par pétition datée d'Anvers, le 15 juillet 1878,
Le sieur George prie la Chambre de lui faire obtenir la croix commémorative instituée en vertu de l'arrêté royal du 20 avril 1878, en faveur des volontaires de 1850.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

- | Numéros
du
feuillet. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|----------------------------|--|--|
| 11. | 9382. | <p>Par pétition datée de Coolkerke, le 24 juillet 1878,</p> <p>Des habitants de Coolkerke-lez-Bruges demandent que le bureau des recettes pour voyageurs, bagages et marchandises, au chemin de fer de Bruges à Blankenberghe, soit transféré du côté nord du canal d'Ostende, sur la chaussée provinciale, et qu'on établisse sur le pont une passerelle pour piétons.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |
| 12. | 9387. | <p>Par pétition datée de Mortehan, le 30 juillet 1878,</p> <p>Des membres du conseil communal d'Auby demandent la séparation de cette commune de celle de Cugnion.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i></p> |
| 15. | 9404.
9408.
9410.
9413.
9518.
9519. | <p>Par pétition datée de Zonder-Eigen, le 5 août 1878,</p> <p>Des habitants de Zonder-Eigen demandent que le chemin de fer projeté d'Anvers vers la ligne de Turnhout-Tilbourg, se dirige, par la vallée de la Mark, sur le pont de Papenvoort, pour aboutir à la station frontière de Welde-Merxplas.</p> <p>Même demande d'habitants de Merxplas, Weelde, Wortel, Malines, Zonder-Eigen.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |
| 14. | 9405. | <p>Par pétition datée de Verviers, le 6 août 1878,</p> <p>Le sieur Koch demande l'intervention de la Chambre pour qu'il soit autorisé à prendre, avec de la glu, les oiseaux de passage à gros bec.</p> <p><i>DÉCISION : Ordre du jour.</i></p> |
| 15. | 9411. | <p>Par pétition sans date,</p> <p>Le sieur Baert demande que le Département des Finances fasse instruire les demandes des miliciens en congé illimité qui sollicitent l'emploi de préposé des douanes.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |

II. — PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION N'A NI STATUÉ, NI FAIT RAPPORT.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 16. | 9144. | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 8 février 1878,</p> <p>Le conseil d'administration de la Société anonyme anversoise pour la construction et l'amélioration de maisons d'ouvriers appelle itérativement l'attention de la Chambre sur l'application de la loi relative à la contribution personnelle, au point de vue des classes ouvrières, et demande qu'en attendant la révision de cette loi, le taux d'exemption fixé par plusieurs de ses articles soit élevé de manière que l'exemption s'applique de nouveau à toutes les habitations qui en bénéficiaient en 1822.</p> <p><i>(Un rapport a été demandé par M. Jacobs.)</i></p> |
| 17. | 9210. | <p>Par pétition datée d'Ath, le 11 mars 1878,</p> <p>La société concessionnaire du canal de Blaton à Ath et de la Dendre canalisée prie la Chambre d'abroger la loi des 5-15 floréal an XI qui régit l'imposition des canaux, et d'ordonner la restitution, par l'État, des contributions foncières exigées d'elle contrairement à l'article 19 de son cahier des charges.</p> <p><i>(Un rapport a été demandé par M. Bricoult.)</i></p> |
| 18. | 9337. | <p>Par pétition datée de Louvain, le 4^{er} juin 1878,</p> <p>Le sieur Vreibosch propose d'accorder aux instituteurs des écoles primaires et aux professeurs de l'enseignement moyen une réduction de 50 p. % sur le prix du voyage à Paris, pendant les vacances, pour les engager à aller examiner à l'Exposition les travaux des élèves de leurs confrères.</p> |
| 19. | 9358. | <p>Par pétition datée de Liège, le 23 mai 1878,</p> <p>Les président, vice-présidents et secrétaire de l'Union commerciale et industrielle, à Liège, se plaignent de l'élévation des droits d'expertise et d'abattage établis par l'administration communale de cette ville sur la viande de boucherie, et prient la Chambre de prendre les mesures nécessaires afin de faire cesser cet état de choses.</p> |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 20. | 9559. | Par pétition datée de Peissant, le 26 mai 1878,
La veuve Roger réclame l'intervention de la Chambre pour faire obtenir une pension à son fils Victor-Antoine, milicien de 1877, qui a perdu la vue à la suite d'un coup de feu commandé par le bourgmestre de la commune. |
| 21. | 9560. | Par pétition datée de Liège, le 25 mai 1878,
Le conseil communal de Liège demande la révision de l'article 7 de la loi du 15 juillet 1849, qui met les dépenses pour l'agrandissement, l'amélioration et l'entretien des bâtiments affectés aux universités, à la charge des villes où sont fondés ces établissements. |
| 22. | 9562. | Par pétition datée de Louvain, le 15 mai 1878,
Le sieur Baraquin prie la Chambre de faire cesser sa détention à la maison pénitentiaire cellulaire de Louvain. |
| 23. | 9563. | Par pétition datée de Herve, le 28 mai 1878,
Le sieur Santkin, ancien instituteur, demande une augmentation de pension, et subsidiairement un secours. |
| 24. | 9565. | Par pétition datée de Bruges, le 10 juin 1878,
Le sieur Van Overbeke demande son élargissement de la maison des aliénés à Bruges. |
| 25. | 9569. | Par pétition sans date,
Des habitants de Bruxelles et de l'agglomération bruxelloise demandent une loi prohibant le travail, pour le dehors, dans les couvents et établissements religieux. |
| 26. | 9572. | Par pétition datée de Gulleghem, le 20 juillet 1878,
Le sieur Auguste Magherman, ancien instituteur communal, demande une augmentation de pension. |
| 27. | 9575. | Par pétition datée de Waterloo, le 22 juillet 1850,
Le sieur Minne prie la Chambre de lui faire délivrer les pièces qu'il a demandées au Département de la Guerre pour obtenir la récompense accordée aux combattants de 1850. |
| 28. | 9577. | Par pétition datée de Bruxelles, le 25 juillet 1878,
Les président et secrétaire du comité du cercle des intérêts demandent qu'à l'occasion de la fête du 28 août une amnistie complète soit accordée aux déserteurs, et prient le Chambre de reviser la législation en matière de désertion. |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 29. | 9380. | Par pétition datée de Mont-Saint-Guibert, le 22 juillet 1878,

Le sieur Lejeune, receveur communal à Mont-Saint-Guibert prie la Chambre de créer un emploi de vérificateur ou d'inspecteur des caisses et comptes communaux. |
| 30. | 9386. | Par pétition sans date.

Des membres de l'Union syndicale de la section brugeoise du Willems-Fonds et du Cercle des voyageurs prient la Chambre d'examiner le projet de M. de Maere-Limnander tendant à mettre Bruges en communication directe avec la mer.

Même demande d'habitants de Wervicq, Maldegheem-Oostcamp. |
| 31. | 9399. | Par pétition datée de Moll, le 2 août 1878,

La dame Dorsemont demande qu'il soit fait décompte de 8 mois de service militaire à son fils Henri, milicien de la levée de 1876, incorporé au régiment des carabiniers. |
| 32. | 9409. | Par pétition d'Ingelmunster, le 7 août 1878,

Le sieur Guesnet prie la Chambre d'ordonner l'envoi gratuit des Annales parlementaires aux électeurs. |
| 33. | 9516. | Par pétition datée de Binche, le 9 août 1878,

Le sieur de Kerf réclame contre sa destitution de commissaire de police de la ville de Binche. |
| 34. | 9517. | Par pétition datée de Verviers, le 8 août 1878,

Des négociants, banquiers et industriels à Verviers prient la Chambre de rendre facultatif l'emploi des timbres adhésifs pour les effets de commerce créés en Belgique. |

